

Le massacre d'Ouvéa

Chevènement couvre les soudards coloniaux

1^{er} juin — Retranchés dans une grotte de l'île d'Ouvéa avec 23 gendarmes et un magistrat capturés quelques jours plus tôt, une trentaine d'indépendantistes kanaks ont résisté héroïquement pendant sept heures, mercredi 5 mai, à l'assaut ordonné par le gouvernement Chirac, approuvé par le président Mitterrand et mené par 72 gendarmes du GIGN, commandos marine et barbouzes du « 11^e Choc » — l'élite des tueurs de l'armée française. Peu après 13 heures, les militants du FLNKS, écrasés sous un déluge de grenades, sous le feu des fusils d'assaut et des lance-flammes, se rendaient.

Wenceslas Lavelloi et Alphonse Dianou, les chefs du commando indépendantiste, étaient sortis indemnes de la fusillade. Les militants kanaks survivants, incarcérés aujourd'hui en France, ont raconté leurs exécutions à un journaliste du *Nouvel Observateur* (une version confirmée avec précision par tous les Kanaks rescapés et par tous les faits connus).

Alexandre Walepe a d'abord été témoin de l'assassinat d'Amossa Waïna, un des « porteurs de thé » (sans armes) qui ravitaillaient les indépendantistes et leurs otages avec l'accord des militaires français : « Nous sommes remontés pour nous rendre. On était assis. Les GIGN nous tenaient en joue. Un gendarme ou un militaire [...] a dit de ne pas bouger. Mais un autre a appelé un gars [Amossa Waïna]



Mise en terre des 19 victimes kanakes du massacre d'Ouvéa

en lui disant de se lever. C'est au moment où il s'est levé que l'autre lui a tiré dessus dans la nuque [...].

Puis les « GIGN otages » [ceux qui étaient prisonniers dans la grotte] ont fait arrêter Wenceslas Lavelloi

[...], ils l'ont redescendu de la grotte. Ils étaient alors plusieurs dont un ou deux des [anciens] otages. J'ai entendu alors un coup de feu » (le *Nouvel Observateur*, 27 mai).

Xavier Tangopi, lui, a assisté au martyr d'Alphonse Dianou : « On est sortis. Ils nous ont tabassés. Ils nous ont mis à plat ventre et nous ont donné des coups. J'ai entendu un coup de feu suivi d'un hurlement, c'était Alphonse, ils lui ont mis une balle dans la jambe [...]. Plus tard, quand Alphonse était sur le brancard, un des « GIGN otages » lui donnait des coups de pied sur la figure. Je tenais le brancard avec Hilaire [le frère d'Alphonse]. Devant, il y avait Jonas, nous avons porté le brancard jusqu'à l'hélicoptère [...]. Quand on est arrivés à Saint-Joseph, ils ont balancé Alphonse par terre » (Ibid.) De Saint-Joseph, Alphonse Dianou sera transporté en camion jusqu'à Saint-Ouloup où une antenne chirurgicale était installée depuis le début de l'attaque. A 17 heures, il était mort après avoir agonisé plus de trois heures sous les yeux de ses bourreaux et de leurs chefs, le général Vidal et le chef du GIGN, le capitaine Legorjus.

Les travailleurs français, tous ceux qui refusent que se perpétuent plus longtemps en Nouvelle-Calédonie l'oppression coloniale et son cortège d'infamies, doivent aujourd'hui défendre les militants

Suite page 6

Parlement d'austérité «socialiste»

Pour un gouvernement ouvrier!

6 juin — A l'heure où nous mettons sous presse, tout indique que Mitterrand obtiendra une majorité parlementaire — mais qui ne sera pas la marée rose annoncée par les sondages —, une majorité

social-démocrate d'austérité. C'est-à-dire la poursuite et l'aggravation par le gouvernement Rocard de la politique antiouvrière, anti-immigrés et antisoviétique des gouvernements précédents. D'autre part, le recul électoral du Front national (FN) pourrait conduire les fascistes à, quasiment, ne plus être représentés au parlement. Mais ce recul montre que si les thèses racistes du FN progressent, notamment à Marseille, sa capacité à encadrer,

organiser et mobiliser sa base est encore relativement faible. Enfin, le premier tour des législatives a été marqué par la remontée du PCF à son niveau de mars 1986, mais qui ne sauvera pas pour autant son groupe parlementaire.

RECU ELECTORAL ET ESCALADE FASCISTE

Tous les politiciens et autres observateurs de pousser un hypocrite « ouf » de soulagement.

Pour un peu, les quatre millions de voix obtenues par Le Pen le 24 avril ne seraient que du passé. Or, lors d'une conférence de presse à Marseille, Le Pen n'y est pas allé par quatre chemins : « A partir du moment où vous prenez le risque de perturber les institutions, à partir du moment où le peuple ne peut plus s'exprimer dans la chambre de détenté que constitue l'Assemblée nationale, il s'exprime dans la rue

Suite page 5

M 2651 - 84 - 5,00 F



